

## ***Saluds de fonctionnaires !***

Ce n'est pas d'une discussion de café de commerce dont il s'agit, mais de la traduction – certes, en termes un peu crus – des projets gouvernementaux qui se succèdent depuis quelques mois.

### **Les mesures anti-fonctionnaires sont sciemment planifiées :**

- D'abord **la baisse des salaires** au cas où des étudiants bac + 5 pourraient encore être attirés par nos professions : gel du point d'indice et de quelques mesures du déjà insuffisant PPCR (Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations) ; hausse non compensée de la CSG quoi qu'en dise la comm' officielle ; poursuite en janvier de la hausse des prélèvements retraite pour abonder une caisse qui n'existe pas dans le public ; et pour ceux qui auraient le malheur d'être absents pour raisons de santé, 1/30<sup>ème</sup> en moins.
- Ensuite, **la casse de l'image des fonctionnaires** : prenons l'exemple des gardiens de prison, payés au SMIC, qui se sont mobilisés pour attirer l'attention sur leurs déplorables conditions de travail. A peine le mouvement lancé, le premier ministre annonçait son projet de relancer la mesure sarkozyste d'IDV (indemnité de départ volontaire) pour réduire le nombre de fonctionnaires. Ah, ça ne vous intéresse pas ? Vous n'êtes donc pas si malheureux que ça, alors ?
- Pour continuer, le même premier ministre envisage de **réduire le nombre d'« emplois à vie »** et de **recourir à davantage de contractuels**, personnels qui ont cet attrait pour un gouvernement libéral, de pouvoir être jetés après emploi, y compris quand ils ont obtenu un CDI après 6 ans passés à être ballottés de poste en poste, en étant payés au lance-pierres (hé oui, la paie étant programmée deux mois à l'avance, vous commencez à travailler en vous endettant et en accumulant les agios...).
- Et comme si ça ne suffisait pas, une rumeur persistante fait état d'un dernier projet toujours plus atterrant : celui de la réforme des concours de recrutement dont l'annonce est prévue en mars. L'idée consisterait non seulement en un retour en arrière de 59 ans en abaissant le niveau de recrutement à la L3 (dernière année de licence), mais également en **un détournement du concours pour constituer un vivier de contractuels sous-payés**. Les candidats passeraient des écrits à bac + 3, les admissibles seraient utilisés comme moyens d'enseignement sur un 1/3 temps la première année de master (et payés... 450 euros !), puis à mi-temps (payés 900 euros quand même !) pour l'année de M2 à l'issue de laquelle ils passeraient les oraux... s'il reste encore des candidats ! Outre les économies réalisées sur les salaires des nouveaux personnels enseignants, CPE et PSYEN (actuellement payés aux environs de 1400 euros pour une année en alternance à mi-temps), cette réforme permettrait des coupes drastiques dans les ESPE qui perdraient une bonne partie de leurs étudiants et donc de leurs personnels.

Les jeux ne sont pas encore faits ! Plus que jamais, restons mobilisés contre ces projets nocifs, qui vont à l'encontre des personnels et des missions du service public !

Karine Boulonne

## ***Toutes et tous en grève le jeudi 22 mars !***